



CHAPITRE 275

LOI PROHIBANT LES RETENUES SUR LE SALAIRE DES OUVRIERS POUR FINS D'ASSURANCE

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. des retenues sur le salaire des ouvriers pour des fins d'assurance.*

2. Il est défendu à tout patron ou employeur de faire quelque retenue sur le salaire ou les gages de ses ouvriers ou employés pour fins d'assurance contre les accidents ou maladies survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, même avec le consentement desdits ouvriers ou employés. S. R. (1909), 7436a; 5 Geo. V, c. 71, s. 1. Retenues sur gages, prohibées.

3. Toute convention en vertu de laquelle une semblable retenue est faite ou autorisée est nulle et de nul effet. S. R. (1909), 7436b; 5 Geo. V, c. 71, s. 1. Nullité des conventions contraires.

4. Dans le cas où telle retenue est faite, l'ouvrier ou employé, dans les trois mois qui suivent la fin de son contrat d'ouvrage, peut répéter, devant tout tribunal de juridiction compétente, le montant ainsi irrégulièrement distrait de son salaire ou de ses gages. S. R. (1909), 7436c; 5 Geo. V, c. 71, s. 1. Droit de l'ouvrier.

5. La présente loi ne s'applique pas aux retenues qui ont pu être faites légalement avant le 5 mars 1915, (date de l'entrée en vigueur de la loi 5 George V, chapitre 71). 5 Geo. V, c. 71, s. 2. Application de la loi.

6. La présente loi ne s'applique pas aux employés de chemins de fer qui prennent, individuellement, de bonne foi, des polices d'assurance et donnent des ordres écrits à leurs employeurs de payer les primes à même le montant de leurs gages ou salaires. 5 Geo. V, c. 71, s. 3. Exceptions pour certains employés de ch. de fer.

